ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 13 août 1987, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant des dispositions relatives au statut monétaire, à la Banque Nationale de Belgique et au Fonds monétaire", a donné le 28 octobre 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 augustus 1987 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende bepalingen met betrekking tot het monetair statuut, de Nationale Bank van België en het Muntfonds", heeft op 28 oktober 1987 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS PRELIMINAIRES SUR LE STATUT DU FRANC BELGE.

A. LA VALEUR DU FRANC BELGE.

Selon l'article 1er de la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, "le franc, unité monétaire belge, est constitué par 19,74824173 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin".

Cet article est toujours actuellement d'application, la loi du 3 juillet 1972 qui tendait à le modifier n'ayant pas été mise en vigueur.

La Banque nationale de Belgique est tenue d'effectuer ses opérations en monnaies étrangères, en or monnayé et en lingots d'or sur base de la valeur légale du franc (article 5 de la loi du 12 avril 1957).

Cette obligation ne peut être respectée que si les monnaies étrangères ont également une valeur exprimée en or ou un rapport constant avec une monnaie dont la valeur est exprimée en or.

Le projet de loi supprime toute détermination de la valeur du franc belge. A l'intérieur de nos frontières, le franc n'aura plus qu'une valeur conventionnelle d'usage qui se mesurera en fonction du prix demandé pour les biens et services.

.../...

Sur le plan des échanges internationaux, une nouvelle organisation a été mise en place. Selon le deuxième amendement aux statuts du Fonds monétaire international (résolution n° 31-4 du 30 avril 1976, approuvée par la loi du 24 mars 1978, Moniteur belge du 14 avril 1978), le dénominateur commun des monnaies ne pourra plus, à l'avenir, être l'or ou une autre monnaie (annexe C, 1). En attendant que le Fonds décide de "parités stables mais ajustables" entre les monnaies (article IV, section 4), les Etats membres du Fonds notifient les dispositions de change qu'ils entendent appliquer et qui peuvent être :

1. le maintien par un membre d'une valeur pour sa monnaie en termes de droit de tirage spécial ou d'un autre dénominateur, autre que l'or, choisi par le membre;

2. des mécanismes de coopération en vertu desquels des membres maintiennent la valeur de leurs monnaies par rapport à la valeur de la monnaie ou des monnaies d'autres membres ou

3. d'autres dispositions de change que choisirait le membre.

La Belgique a choisi d'établir une relation monétaire plus étroite avec les monnaies de divers pays européens, dont l'Allemagne, participant ainsi au système, communément appelé le "serpent européen", établi en conformité avec la résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres des Communautés européennes du 21 mars 1972 (J.O.C.E. n° C 38 du 18 avril 1972, p. 3). C'est le Ministre des Finances qui est désormais appelé à fixer le cours de conversion en francs belges de l'unité de compte monétaire européenne, déterminant par là-même, le rapport de change avec les autres monnaies européennes qui appliquent la résolution.

.../...

L'unité monétaire qui sert de mesure à l'émission des signes monétaires n'aura donc plus de valeur déterminée. Le rapport de change, même constant, entre plusieurs monnaies n'aura pas pour effet de conférer une valeur à l'une d'elles par rapport aux autres, en raison du fait qu'aucune de ces monnaies ne possède plus une valeur déterminée en biens réels et tangibles.

B. L'INSTRUMENT MONETAIRE.

Depuis son apparition jusqu'à nos jours, la monnaie a toujours été, par définition, une certaine quantité de métal précieux portant la marque de son émetteur. Elle n'était donc pas représentative d'une certaine valeur mais était elle-même une valeur dont dépendait l'unité monétaire. L'altération des espèces monnayées, en poids ou en titre, entraînait la dépréciation de l'unité monétaire dont ces espèces étaient, en quelque sorte, le support.

Au contraire, le billet de banque constitue une valeur représentative d'une certaine quantité de monnaie. Il est payable à vue et n'est accepté en remplacement de la monnaie qu'en fonction de la confiance qui s'y attache, d'où son nom de monnaie fiduciaire.

.../...

La longue période de suspension de la convertibilité du billet de banque de 1914 à 1926, puis de 1935 à nos jours, a affaibli la perception de la réalité de ces notions. L'absence de monnaie métallique (1) y a également contribué. Cependant le billet de banque continuait à porter la mention : "Payable à vue". Il eut suffi de reprendre la frappe de monnaies d'or ou d'argent pour donner un sens à cette mention.

En supprimant toute détermination légale de la valeur de l'unité monétaire, le projet de loi tend à rendre désormais impossible la frappe des monnaies métalliques, à valeur intrinsèque, et consacre leur disparition définitive.

Le billet de banque est appelé à prendre la place de la monnaie métallique. Il ne sera donc plus, même théoriquement, payable à vue (2). Quoique purement représentatif et n'ayant aucune valeur intrinsèque, il devient la vraie monnaie dans le sens nouveau du terme.

Il s'agit donc de passer d'un système de monnaie fiduciaire à convertibilité temporairement suspendue au système du papier-monnaie.

.../...

---

(1) Ne peuvent entrer en ligne de compte à ce titre, les monnaies divisionnaires, qui n'ont qu'une faible valeur intrinsèque, et ne servent qu'à faire l'appoint.

(2) Les billets émis depuis quelques années ne portent déjà plus cette mention.

II. EXAMEN DU TEXTE.

Arrêté de présentation.

La référence aux lois sur le Conseil d'Etat et la mention de l'avis doivent être supprimées au préambule de l'arrêté royal de présentation puisque l'avis devra être joint à l'exposé des motifs.

Dispositif.

Les articles 6 et 7 du texte néerlandais doivent être rédigés comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 8 et 9.

La rédaction suivante est proposée pour ces articles :

"Article 8.-

L'article 2, alinéa 3, du même arrêté est abrogé.

Article 9.-

L'article 3 du même arrêté, modifié par la loi du 19 juin 1959, est abrogé".

Article 10.

L'article 6bis en projet, que l'article 10 du projet insère dans l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque nationale de Belgique, attribue à la Banque un pouvoir réglementaire qui lui permettrait d'obliger les banques à effectuer auprès d'elle des dépôts spéciaux qui seraient ou non productifs d'intérêt (1).

.../...

(1) Le texte en projet est destiné à remplacer l'article 1er, § 1er, b, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, qui est, en conséquence, abrogé par l'article 25 du projet.

La constitution par les banques de dépôts obligatoires auprès de la Banque nationale est justifiée de la manière suivante dans l'exposé des motifs :

> "Au cours de ces dernières décennies, les modes de paiement et la gestion, par les ménages, de leurs épargnes financières se sont profondément modifiés; l'importance relative des encaisses en billets s'est amoindrie. La croissance des passifs de la banque centrale a donc été affectée et, parallèlement, les actifs dont celle-ci dispose pour ses interventions régulatrices sur les marchés monétaires et des changes se sont réduits en grandeur relative".

Après avoir rappelé qu'une évolution similaire s'est produite dans la plupart des pays où il existe actuellement un système de réserves obligatoires, l'exposé des motifs se poursuit en ces termes :

> "... Les réserves de caractère permanent permettent par contre de remédier aux effets de l'évolution financière décrite ci-dessus et d'augmenter d'une manière générale l'efficacité et la flexibilité de la politique monétaire ... .
>
> La fixation, la variation et l'éventuelle rémunération de la réserve monétaire seront décidées en fonction des nécessités de la politique monétaire ...".

Le but poursuivi par la constitution de dépôts obligatoires désignés également par les termes "réserve monétaire" est de fournir à la Banque nationale les moyens nécessaires pour assurer l'efficacité et la flexibilité de sa politique monétaire.

Si l'objectif poursuivi est d'intérêt général, les mesures prévues pour l'atteindre constituent, en réalité, une dépossession d'une partie au moins des sommes déposées dans les banques par les particuliers, suivie de l'attribution au Trésor "du résultat financier net éventuel résultant de la mise en oeuvre de la réserve monétaire".

De telles mesures ne peuvent être prises légalement que si elles respectent l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, protocole approuvé par la loi du 13 mai 1955. Suivant l'article 1er de ce Protocole :

> "Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international".

Par conséquent, la loi en projet devrait prévoir elle-même - et non permettre à la Banque nationale d'imposer - l'obligation pour les banques de constituer des dépôts auprès de la Banque nationale ainsi que l'attribution au Trésor du "résultat financier net éventuel résultant de la mise en oeuvre de la réserve monétaire". Elle devrait aussi indiquer les conditions auxquelles ces mesures sont subordonnées. Elle devrait, en outre, préciser certaines notions utilisées dans le projet : les "engagements assimilables" qui font partie de l'assiette des prélèvements ainsi que "les différentes catégories d'intermédiaires financiers du secteur public". Dans cette dernière expression, le mot "intermédiaire" est impropre. Par définition, un intermédiaire ne peut recevoir en permanence des dépôts monétaires qui justifieraient l'obligation d'en consigner une fraction à la Banque nationale.

.../...

En revanche, après avoir prévu que le calcul du montant des sommes à déposer se fait sur l'encours des éléments du passif conformément à diffférents pourcentages maximaux qu'il précise, le législateur pourrait habiliter le Roi à déterminer les modalités d'application de ces mesures, après avis de la Banque nationale et des banques concernées.

Il faut, en effet, exclure, comme contraire à l'organisation des pouvoirs en Belgique, l'attribution d'un pouvoir réglementaire à la Banque nationale, organisme d'intérêt public dépourvu de responsabilité politique, d'autant plus que ce pouvoir réglementaire aurait pour objet des mesures restreignant le droit de propriété et qu'il serait assorti de sanctions pénales sévères.

Enfin l'article en projet prévoit, dans son alinéa 6, la possibilité d'autoriser des dérogations aux dispositions du règlement. Ces dérogations seraient possibles "dans des cas spéciaux" et après avis de la Commission bancaire.

Ce pouvoir de dérogation est énoncé dans des termes trop larges. Les mots "dans des cas spéciaux" sont trop imprécis et n'ont d'ailleurs aucun contenu juridique.

.../...

L'exercice d'un tel pouvoir de dérogation peut aboutir à des situations contraires à l'égalité des Belges, prescrite par l'article 6 de la Constitution. Si le Gouvernement estimait nécessaire de maintenir cette possibilité de dérogation, il conviendrait que l'octroi d'un régime plus favorable soit organisé de telle manière que toutes les banques se trouvant dans des situations analogues puissent demander, en connaissance de cause, et obtenir, une dérogation semblable à celle qui serait accordée à l'une d'elles.

Dans le cas où la publication des noms des banques ayant obtenu une dérogation présenterait un inconvénient majeur (1), il conviendrait à tout le moins que les motifs et le dispositif des décisions, sans indication du nom de la banque bénéficiaire, soit immédiatement communiqué à toutes les autres banques, de manière qu'elles puissent éventuellement défendre leurs droits (2).

Le système décrit dans l'article 6bis en projet ne doit pas, dès lors, être inséré dans l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939, mais être contenu dans une disposition autonome du projet, figurant sous le chapitre IV, intitulé "Dépôts monétaires des organismes financiers", tandis que l'actuel chapitre IV deviendrait le chapitre V.

.../...

---

(1) Selon le fonctionnaire délégué, appartenant au personnel de la Banque nationale, l'octroi des dérogations devrait demeurer secret.

(2) En cas de violation du principe d'égalité, un recours au Conseil d'Etat est possible en droit, mais ce recours n'est concevable en fait que si la banque désavantagée a connaissance de la faveur accordée à l'une de ses concurrentes.

Le texte suivant est proposé :

"Article 23.-

§ 1er.- Les banques, les caisses d'épargne privées, les entreprises régies par le chapitre 1er de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne et ... (1) sont tenues de déposer à la Banque nationale une fraction des éléments monétaires de leur passif, dans la limite des pourcentages mentionnés ci-après

Pourcentage maximal de l'encours.	Eléments du passif.
	A. Engagements envers des résidents autres que les institutions mentionnées ci-dessus :
8	- dettes en francs à vue :
4,5	- dépôts d'épargne et dette en francs qu'ils soient représentés par un titre ou non, à un terme d'un an au plus.
2	- dettes en francs, qu'elle soient représentées par u titre ou non, à un terme de plus d'un an.
8	B. Dettes en francs envers des non-résidents.

.../...

---

(1) Il convient d'indiquer les noms des organismes financiers du secteur public, erronément qualifiés d' "intermédiaire", selon

Sont assimilés à ces éléments du passif, les engagements suivants : ... (1).

Dans les limites indiquées ci-avant, le Roi fixe, pour chaque catégorie, le pourcentage des fonds à déposer, après avis de la Banque nationale et de la Commission bancaire et après consultation, sur les aspects techniques, des institutions concernées ou des associations professionnelles qui les représentent. Il détermine, selon la même procédure, la rémunération de ces dépôts monétaires.

§ 2. La Banque nationale peut, sur demande de la personne morale intéressée, et de l'avis conforme de la Commission bancaire, autoriser des dérogations, totales ou partielles, à l'obligation de dépôt monétaire prévue par le présent article. Les motifs et le dispositif de la décision, sans indication du bénéficiaire, sont immédiatement communiqués à toutes les personnes morales assujetties à la même obligation".

Article 11.

L'article en projet renvoie, pour l'application des peines en cas d'infraction, à l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

.../...

---

(1) L'assiette du prélèvement doit figurer dans la loi; le texte est à compléter.

Eu égard, notamment, à la multitude des rubriques figurant sous l'article 204 précité et à la possibilité d'une abrogation de ce texte à la suite d'une refonte législative des règles applicables aux sociétés commerciales, il paraît plus adéquat d'indiquer plus clairement aux justiciables la peine dont ils sont menacés pour des faits qualifiés de manière directe et précise.

C'est pourquoi, il est proposé d'exprimer dans le texte en projet, les peines d'emprisonnement et d'amende et le but frauduleux requis pour leur application.

Ce texte doit figurer dans la loi elle-même après la disposition législative prévoyant l'obligation du dépôt (voir l'observation faite ci-avant). Il deviendrait l'article 24 du projet, sous le chapitre IV indiqué ci-avant. Le texte suivant est proposé :

"Article 24.-

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, les administrateurs, gérants, directeurs ou autres personnes chargées de la gestion journalière des sociétés, organismes et institutions, auxquels l'article 23 est applicable, qui dans un but frauduleux, n'effectuent pas les dépôts prévus par cet article 23.

Les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par le présent article".

.../...

Il s'ensuit que l'article 12 devient l'article 10, et ainsi de suite.

Article 13 (devenant l'article 11).

Le liminaire doit être rédigé de la manière suivante :

"L'article 8, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :".

Article 14 (devenant l'article 12).

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 12.-

A l'article 9 du même arrêté, le mot "remboursement" est remplacé par le mot "remplacement".

Article 15 (devenant l'article 13).

L'obligation de payer à vue était, jusqu'à présent, suspendue. Sa suppression achève la transformation du billet de banque qui passe du statut de monnaie fiduciaire à celui de papier monnaie.

Le texte suivant est proposé :

"Article 13.-

L'article 10 du même arrêté, modifié par la loi du 12 avril 1957, est abrogé".

.../...

Articles 17 et 18 (devenant les articles 15 et 16).

Il est proposé de scinder l'article 17 et de faire de l'alinéa que le projet tend à ajouter à l'article 1er de la loi du 12 juin 1930 un article 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 15.-

Dans la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, l'article 1er, alinéa 1er, modifié par la loi du 20 février 1978, est remplacé par l'alinéa suivant :

"La limite assignée à l'émission des monnaies divisionnaires ... (comme au projet)".

Article 16.-

L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"La limite fixée à l'article 1er ne s'applique pas ... (comme au projet)".

Article 19 (devenant l'article 17).

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "deze wet" au lieu de "onderhavige wet".

.../...

Article 20 (devenant l'article 18).

Il est proposé de remplacer entièrement l'article 6 en projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 18.-

L'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 14 avril 1933 et par la loi du 2 août 1955, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. Le Fonds monétaire est réduit (1) du montant des monnaies définitivement retirées de la circulation et du produit de la vente (2) des pièces en métal précieux ... (comme au projet).

Son avoir est placé en obligations de la dette publique ... (comme au projet).

Les placements sont effectués à l'intervention de la Caisse d'amortissement. Les revenus annuels excédant les charges du Fonds sont attribués au Trésor".

Article 22 (devenant l'article 20).

Le texte suivant est proposé :

.../...

(1) "est réduit" au lieu de "ne peut être diminué que ...".

(2) Il est précisé qu'il s'agit du produit de la vente des pièces en métal précieux.

"Article 20.-

Le chapitre II de la même loi, intitulé "Monnaies d'appoint" et comprenant l'article 11, modifié par la loi du 28 juin 1967, est abrogé".

Article 23 (devenant l'article 21).

Le texte suivant est proposé :

"Article 21.-

A l'article 12 de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 509 du 5 février 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Les limites .... (comme au projet)".

Article 24 (devenant l'article 22).

Le texte suivant est proposé :

"Article 22.-

L'article 13 de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 509 du 5 février 1987, est abrogé".

.../...

Article 25.

L'article en projet abroge deux lois, l'une du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, et l'autre du 3 juillet 1972 relative à la parité monétaire. Il abroge aussi l'article 1er, § 1er, b), de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974.

Outre ces textes, plusieurs dispositions se réfèrent à une parité-or. Il s'agit, notamment, de l'arrêté royal n° 158 du 11 avril 1935 adaptant aux conditions actuelles les contrats de location d'immeubles, d'emphytéose ou de prêt, et de la loi du 29 avril 1935 déterminant les effets de la loi monétaire relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages-intérêts.

Le Gouvernement et les Chambres législatives apprécieront s'il n'y a pas lieu d'abroger également les textes précités.

Article 27.

La phrase introductive doit être rédigée plus clairement. Le texte suivant est proposé :

"Jusqu'à l'entrée en vigueur d'un instrument de droit international modifiant l'unité de compte-or utilisée dans une convention internationale à laquelle la Belgique est partie, la conversion de cette unité de compte en monnaie belge s'effectue comme suit pour les conventions que le Roi désigne :".

I. VOORAFGAANDE OPMERKINGEN OVER HET STATUUT VAN DE BELGISCHE FRANK.

A. DE WAARDE VAN DE BELGISCHE FRANK.

Volgens artikel 1 van de wet van 12 april 1957 betreffende het muntstatuut is "de frank, Belgische munteenheid, gevormd uit 19,74824173 milligram goud met een gehalte van 900 duizendsten fijn metaal".

Dat artikel is nog steeds van kracht, want de wet van 3 juli 1972 die het bedoelde te wijzigen, is nog niet in werking gesteld.

De Nationale Bank van België is gehouden haar verrichtingen in vreemde munt, in gemunt goud en in goudstaven uit te voeren op basis van de wettelijke waarde van de frank (artikel 5 van de wet van 12 april 1957).

Die verplichting kan slechts worden nagekomen als de vreemde munt eveneens een in goud uitgedrukte waarde heeft of in constante verhouding staat tot een munt waarvan de waarde in goud uitgedrukt is.

Het wetsontwerp laat iedere bepaling van de waarde van de Belgische frank achterwege. Binnen de landsgrenzen zal de frank nog slechts een conventionele gebruikswaarde hebben, te meten aan de hand van de voor goederen en diensten gevraagde prijs.

.../...

Op het vlak van het internationale handelsverkeer is een nieuwe organisatie tot stand gebracht. Volgens het tweede amendement der statuten van het Internationaal Muntfonds (resolutie nr. 31-4 van 30 april 1976, goedgekeurd bij de wet van 24 maart 1978, Belgisch Staatsblad van 14 april 1978), zal de gemeenschappelijke valuta-eenheid voortaan niet meer goud of een andere valuta mogen zijn (bijlage C, 1). In afwachting dat het Fonds besluit tot het invoeren van "stabiele, maar aanpasbare pari-waarden" tussen de verschillende valuta (artikel IV, sectie 4), geven de Lid-Staten van het Fonds kennis van de wisselkoersbepalingen die zij voornemens zijn toe te passen en die kunnen omvatten :

1. de handhaving door een lid van een waarde voor zijn valuta uitgedrukt in het bijzondere trekkingsrecht of een andere noemer, anders dan goud, die door het lid is gekozen;

2. samenwerkingsovereenkomsten door middel waarvan de leden de waarde van hun valuta's handhaven ten opzichte van de waarde van de valuta of valuta's van andere leden of

3. andere wisselbepalingen naar keuze van het lid.

België heeft er de voorkeur aan gegeven een nauwere monetaire relatie tot stand te brengen met de valuta's van verscheidene Europese landen, waaronder Duitsland, en is zodoende opgenomen in wat doorgaans de "Europese muntslang" wordt genoemd, een stelsel dat tot stand gekomen is overeenkomstig de resolutie van de Raad en van de vertegenwoordigers van de regeringen der Lid-Staten van de Europese

.../...

Gemeenschappen van 21 maart 1972 (Publikatieblad E.G. nr. C 38 van 18 april 1972, blz. 3). Voortaan moet de Minister van Financiën de omrekeningskoers in Belgische frank van de Europese muntrekeneenheid vaststellen en dus meteen de koersverhouding bepalen ten aanzien van de valuta's van de andere Europese landen die de resolutie toepassen.

De munteenheid die als maatstaf dient voor de uitgifte van tekenmunten zal dus geen bepaalde waarde meer hebben. Zelfs de constante koersverhouding tussen verscheidene valuta's zal niet tot gevolg hebben dat aan een ervan een waarde wordt toegekend in verhouding tot de andere, doordat geen van die valuta's nog een waarde bezit die in wezenlijke en tastbare goederen is bepaald.

B. HET MONETAIRE INSTRUMENT.

Sedert haar ontstaan en tot op heden is de munt per definitie altijd geweest een bepaalde hoeveelheid edel metaal met het merkteken van degene die ze uitgeeft. Zij vertegenwoordigde dus niet een bepaalde waarde, maar was een waarde op zich waarvan de munteenheid afhing. Ontwaarding van muntstukken, in gewicht of gehalte, leidde tot ontwaarding van de munteenheid welke die stukken als het ware schraagden.

Het bankbiljet daarentegen is een waardepapier dat een bepaalde munthoeveelheid vertegenwoordigt. Het is betaalbaar op zicht en wordt ter vervanging van de munt slechts aanvaard wegens het vertrouwen dat eraan wordt verbonden, vandaar de naam "fiduciair geld".

.../...

Doordat de convertibiliteit van het bankbiljet zovele jaren, van 1914 tot 1926, en later van 1935 tot op heden, opgeschort is gebleven, hebben die begrippen gaandeweg aan tastbaarheid ingeboet. Ook het wegblijven van metaalgeld (1) heeft daartoe bijgedragen. Toch droegen de bankbiljetten nog steeds de vermelding "betaalbaar op zicht". Men had gewoon weer gouden of zilveren munten moeten slaan wilde men die vermelding zinvol maken.

Door de wettelijke bepaling van de waarde van de munteenheid af te schaffen, bedoelt de ontwerp-wet het slaan van metaalgeld, met intrinsieke waarde, voortaan onmogelijk te maken, en bezegelt zij het definitieve verdwijnen ervan.

Het bankbiljet is geroepen om de plaats van het metaalgeld in te nemen. Het zal dus, zelfs in theorie, niet meer op zicht betaalbaar zijn (2). Ofschoon zuiver representatief en zonder enige intrinsieke waarde, wordt het bankbiljet de echte munt in de nieuwe betekenis van het woord.

Het gaat dus om overgang van een stelsel van chartaal geld met tijdelijk opgeschorte convertibiliteit naar een stelsel van papiergeld.

.../...

---

(1) Als zodanig komen niet in aanmerking de deelmunten die slechts een geringe intrinsieke waarde hebben en slechts als pasmunt dienen.

(2) Op de biljetten die sedert enkele jaren worden uitgegeven komt die vermelding al niet meer voor.

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Indieningsbesluit.

De verwijzing naar de wetten op de Raad van State en de vermelding van het advies moeten in de aanhef van het indieningsbesluit vervallen aangezien het advies bij de memorie van toelichting gevoegd zal moeten worden.

Bepalend gedeelte.

Artikel 6.

In de Nederlandse tekst schrijve men "Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van ...".

Artikel 7.

In de Nederlandse tekst schrijve men aan het slot van de inleidende volzin "door de volgende bepaling" in plaats van "door de hierna volgende bepaling".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 12, 13 en 17.

Artikelen 8 en 9.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor die artikelen :

"Artikel 8.-

Artikel 2, derde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

.../...

Artikel 9.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 19 juni 1959, wordt opgeheven".

Artikel 10.

Het ontworpen artikel 6bis, dat artikel 10 van het ontwerp invoegt in het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden van de Nationale Bank van België, draagt aan de Bank een verordeningsbevoegdheid op die haar in staat zou stellen de banken te verplichten bij haar bijzondere, al dan niet rentedragende deposito's aan te houden (1).

Het aanhouden door de banken van verplichte deposito's bij de Nationale Bank wordt in de memorie van toelichting als volgt verantwoord :

> "De jongste decennia zijn de betalingswijzen en de manier waarop de gezinnen hun spaargelden beheren grondig veranderd; het relatieve belang van de kasvoorraden aan biljetten is verminderd. De toeneming van de passiva van de centrale bank werd bijgevolg ongunstig beïnvloed en, gelijklopend hiermede, zijn de activa waarover deze beschikt voor haar regulerend optreden op de geld- en valutamarkten, in relatieve omvang gedaald".

Na erop gewezen te hebben dat een gelijkaardige ontwikkeling heeft plaatsgehad in de meeste landen waar

.../...

---

(1) De ontworpen tekst dient ter vervanging van artikel 1, § 1, b, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, die bijgevolg wordt opgeheven door artikel 25 van het ontwerp.

thans een stelsel van verplichte reserves bestaat, vervolgt de memorie van toelichting :

> "... De permanente reserves bieden daarentegen de mogelijkheid de weerslag te verhelpen van de hierboven geschetste financiële ontwikkeling, en, over het algemeen, de doeltreffendheid en de soepelheid van het monetaire beleid te verhogen ... .
>
> De vaststelling, de aanpassing en de eventuele vergoeding van de monetaire reserve zullen bepaald worden naargelang van de noodwendigheden van het monetair beleid ...".

Het doel dat nagestreefd wordt met het aanhouden van verplichte deposito's, die eveneens worden aangeduid met de termen "monetaire reserve", bestaat erin de Nationale Bank de middelen te verschaffen die nodig zijn om de doeltreffendheid en de soepelheid van haar monetair beleid te verzekeren.

Is het nagestreefde doel van algemeen belang, de maatregelen die in het vooruitzicht gesteld worden om het te bereiken komen in feite neer op een ontzetting van bezit voor ten minste een gedeelte van de deposito's van de particulieren bij de banken, gevolgd door de toewijzing aan de Schatkist van "het eventueel netto financieel resultaat dat voortvloeit uit de invoering van een monetaire reserve".

Zodanige maatregelen kunnen slechts op wettige wijze worden genomen als daarbij artikel 1 van het Eerste

.../...

Additioneel Protocol bij het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens wordt ontzien, welk protocol goedgekeurd is bij de wet van 13 mei 1955. Artikel 1 van dat Protocol luidt als volgt :

> "Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht".

Bijgevolg zou de ontworpen wet zelf de banken moeten verplichten om deposito's aan te houden bij de Nationale Bank, en om "het eventueel netto financieel resultaat dat voortvloeit uit de invoering van een monetaire reserve" aan de Schatkist toe te kennen, en niet de Nationale Bank de mogelijkheid bieden tot het opleggen van zulk een verplichting. Zij zou ook de voorwaarden moeten vermelden waarvan die maatregelen afhankelijk gesteld zijn. Bovendien zou zij een nadere bepaling moeten geven van sommige begrippen waarmee in het ontwerp gewerkt wordt : de "gelijk te stellen verplichtingen" die deel uitmaken van de grondslag van de heffingen, alsook de "verschillende categorieën van financiële instellingen van de overheidssector". In die laatste uitdrukking (Franse versie) is het woord "intermédiaire" onjuist. Een "intermédiaire" mag per definitie niet permanent deposito's ontvangen die grond zouden opleveren voor de verplichting om een gedeelte ervan in consignatie te geven bij de Nationale Bank.

.../...

Na te hebben bepaald dat de berekening van het bedrag van de deposito's geschiedt op grond van het uitstaande bedrag van de passiefbestanddelen, in overeenstemming met verschillende maximumpercentages die hij preciseert, zou de wetgever de Koning daarentegen kunnen machtigen om de nadere regels voor de toepassing van die maatregelen te bepalen, na advies van de Nationale Bank en de betrokken banken.

Als strijdig met de inrichting van de machten in België dient immers te worden uitgesloten dat een verordeningsbevoegdheid wordt opgedragen aan de Nationale Bank die een instelling van openbaar nut is zonder politieke verantwoordelijkheid, te meer daar die verordeningsbevoegdheid betrekking zou hebben op maatregelen die het eigendomsrecht beperken en er strenge straffen aan verbonden zouden zijn.

Ten slotte voorziet het ontworpen artikel in zijn zesde lid in de mogelijkheid om afwijkingen toe te staan op de bepalingen van het reglement. Die afwijkingen zouden mogelijk zijn "in speciale gevallen" en na advies van de Bankcommissie.

Die afwijkingsbevoegdheid wordt in te ruime bewoordingen geformuleerd. De woorden "in speciale gevallen" zijn te vaag en hebben trouwens geen enkele juridische inhoud.

.../...

De uitoefening van een zodanige afwijkingsbevoegdheid kan leiden tot toestanden die strijdig zijn met de in artikel 6 van de Grondwet voorgeschreven gelijkheid van de Belgen. Acht de Regering het nodig die mogelijkheid tot afwijking te handhaven, dan zou bij het toestaan van een gunstiger regeling op zodanige wijze moeten worden tewerkgegaan dat alle banken die zich in een vergelijkbare situatie bevinden, met kennis van zaken, een afwijking kunnen vragen en verkrijgen als die welke aan één van hen zou worden verleend.

Indien er ernstig bezwaar zou zijn tegen de bekendmaking van de namen van de Banken die een afwijking bekomen hebben (1), zouden op zijn minst de motieven en het dispositief van de beslissingen zonder vermelding van de naam van de begunstigde bank, onmiddellijk dienen te worden medegedeeld aan alle andere banken, zodat deze eventueel voor hun rechten kunnen opkomen (2).

De in het ontworpen artikel 6bis beschreven regeling moet derhalve niet worden ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939, maar moet in een autonome bepaling van het ontwerp worden opgenomen onder een hoofdstuk IV met als opschrift "Deposito's van de financiële instellingen", terwijl het huidige hoofdstuk IV hoofdstuk V zou worden.

.../...

---

(1) Volgens de gemachtigde ambtenaar, die tot het personeel van de Nationale Bank behoort, zou de toekenning van afwijkingen geheim moeten blijven.

(2) In geval van schending van het gelijkheidsbeginsel, staat in rechte beroep open bij de Raad van State, maar dat beroep is feitelijk alleen denkbaar indien de benadeelde bank kennis heeft van de gunst die aan een harer concurrenten is verleend.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 23.-

§ 1. De banken, de private spaarkassen, de ondernemingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden en ... (1) moeten bij de Nationale Bank een gedeelte van hun monetaire passiefbestanddelen aanhouden, binnen de grenzen van de hierna vermelde percentages :

Maximumpercentage van het uitstaande bedrag	Passiefbestanddelen
	A. Verplichtingen tegenover verblijfhouders, andere dan de hierboven vermelde instellingen :
8	- onmiddellijk opeisbare schulden in frank
4,5	- spaardeposito's en al dan niet in schuldbewijzen belichaamde schulden in frank op een termijn van ten hoogste één jaar

.../...

---

(1) Hier dienen de namen te worden vermeld van de financiële instellingen van de overheidssector die, naar het jargon van de financiële kringen, verkeerdelijk "intermédiaire" worden genoemd in de Franse tekst.

	- al dan niet in schuld bewijzen belichaamde schuldenin frank op een termijn van meer
2	dan één jaar
	B. Schulden in frank tegen-
8	over niet-verblijfhouders

Met die passiefbestanddelen worden de volgende verplichtingen gelijkgesteld : ... (1).

Binnen de hierboven bepaalde grenzen, stelt de Koning voor elke categorie het percentage van de aan te houden deposito's vast, na advies van de Nationale Bank en van de Bankcommissie en na raadpleging, wat de technische aspecten betreft, van de betrokken instellingen of van de beroepsverenigingen die hen vertegenwoordigen. Volgens dezelfde procedure bepaalt Hij de vergoeding voor die deposito's.

§ 2. De Nationale Bank kan op verzoek van de belanghebbende rechtspersoon en op eensluidend advies van de Bankcommissie, gehele of gedeeltelijke afwijkingen toestaan van de in dit artikel bepaalde depositoverplichting. De motieven en het dispositief van de beslissing worden, zonder vermelding van de naam van de begunstigde, onmiddellijk medegedeeld aan alle aan dezelfde verplichting onderworpen rechtspersonen".

.../...

---

(1) De grondslag van de heffing moet in de wet staan; de tekst moet worden aangevuld.

Artikel 11.

Voor de toepassing van de straffen in geval van misdrijf, verwijst het ontworpen artikel naar artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Gelet, inzonderheid, op het grote aantal rubrieken van voornoemd artikel 204 en op de mogelijkheid dat die tekst wordt opgeheven na een herziening door de wetgever van de regels die van toepassing zijn op de handelsvennootschappen, lijkt het meer aangewezen aan de justitiabelen duidelijker kenbaar te maken welke straf zij kunnen oplopen wegens feiten die direct en nauwkeurig zijn omschreven.

Daarom wordt voorgesteld de gevangenisstraffen en de geldboeten en het voor de toepassing ervan vereiste bedrieglijk opzet in de ontworpen tekst te bepalen.

Die tekst moet in de wet zelf staan na de wetsbepaling betreffende de depositoverplichting (zie de bovenstaande opmerking). Hij zou artikel 24 van het ontwerp worden onder het hierboven aangegeven hoofdstuk IV. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 24.-

Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen worden gestraft de bestuurders, zaakvoerders, directeuren of andere personen belast met het dagelijks bestuur van de vennootschappen, lichamen en instellingen waarop artikel 23 van toepassing is, die met bedrieglijk opzet, de in dat artikel 23 voorgeschreven deposito's niet verrichten.

.../...

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de bij dit artikel gestrafte misdrijven".

Daaruit volgt dat artikel 12 artikel 10 wordt, enzovoort.

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door het volgende lid :".

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt).

De tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 12.-
In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord "terugbetaling" vervangen door het woord "vervanging"."

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

De verplichting om op zicht te betalen was tot op heden geschorst. Door de opheffing ervan krijgt de omzetting van het bankbiljet haar beslag en krijgt dat biljet in plaats van het statuut van fiduciair geld dat van papiergeld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 12 april 1957, wordt opgeheven".

Artikelen 17 en 18 (die de artikelen 15 en 16 worden).

Voorgesteld wordt artikel 17 te splitsen en van het lid dat het ontwerp aan artikel 1 van de wet van 12 juni 1930 wil toevoegen, een artikel 2 te maken.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

In de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds wordt artikel 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1978, vervangen door het volgende lid :

"De grens van de uitgifte van deelmunt door de Schatkist ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 16.-

Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De in artikel 1 bepaalde grens geldt niet ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 19 (dat artikel 17 wordt).

Men schrijve : "deze wet" in plaats van "onderhavige wet".

Artikel 20 (dat artikel 18 wordt).

Voorgesteld wordt het ontworpen artikel 6 in zijn geheel te vervangen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18.-

Artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 april 1933 en bij de wet van 2 augustus 1955, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 6. Het Muntfonds wordt verminderd (1) met het bedrag van de definitief uit de omloop genomen munten en met de opbrengst van de verkoop (2) van de munten in edel metaal waarvan het bedrag niet werd aangerekend op de in artikel 1, eerste lid, ... (voorts zoals in het ontwerp).

Zijn vermogen wordt geplaatst in obligaties ... (zoals in het ontwerp).

De beleggingen geschieden door bemiddeling van de Amortisatiekas. De jaarlijkse opbrengsten die de lasten van het Fonds te boven gaan, worden aan de Schatkist toegekend".

.../...

---

(1) "wordt verminderd" in plaats van "mag slechts worden verminderd".

(2) Er wordt gepreciseerd dat het gaat om de opbrengst van de verkoop van de munten in edel metaal.

Artikel 22 (dat artikel 20 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 20.-

Hoofdstuk II van dezelfde wet, met als opschrift "Pasmunt" en bevattende artikel 11, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1967, wordt opgeheven".

Artikel 23 (dat artikel 21 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 21.-

In artikel 12 van dezelfde wet, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 509 van 5 februari 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

"De voor de uitgifte ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 24 (dat artikel 22 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 22.-

Artikel 13 van dezelfde wet, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 509 van 5 februari 1987, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 25.

Het ontworpen artikel heft twee wetten op, die van 12 april 1957 betreffende het muntstatuut en die van 3 juli 1972 betreffende de muntpariteit. Het heft ook artikel 1, § 1, b), van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 op.

Afgezien van die teksten, verwijzen verscheidene bepalingen naar een goudpariteit. Het gaat, meer bepaald om het koninklijk besluit nr. 158 van 11 april 1935 waarbij de overeenkomsten in zake huur van onroerende goederen, erfpacht of lening bij de economische tijdsomstandigheden worden aangepast, en de wet van 29 april 1935 tot vaststelling van de gevolgen der muntwet betreffende de schatting van vergoedingen of van schadeloosstellingen.

De Regering en de Wetgevende Kamers zullen oordelen of de voornoemde teksten niet eveneens dienen te worden opgeheven.

Artikel 27.

De volzin die het artikel inleidt moet duidelijker geredigeerd worden. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Tot bij de inwerkingtreding van een akte van internationaal recht tot wijziging van de in goud uitgedrukte rekeneenheid waarvan gebruik wordt gemaakt in een internationale overeenkomst waarbij België partij is, wordt die rekeneenheid, voor de overeenkomsten welke de Koning aanwijst, als volgt in Belgische valuta omgerekend :".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.